

Cette note présente les prévisions pour l'année 2008, sachant que les dépenses et recettes de l'Assurance chômage sont désormais connues jusqu'à la fin du mois d'août.

Cadrage macroéconomique

La conjonction de la crise financière, qui a éclaté aux Etats-Unis à l'été 2007, de l'inflation énergétique et alimentaire et de l'évolution du cours de l'euro a dégradé l'environnement mondial et, notamment, européen.

En France, le ralentissement de l'activité observé au 4^{ème} trimestre 2007 (+0,4% après +0,7% au 3^{ème} trimestre) s'est maintenu au 1^{er} trimestre 2008 (+0,4%) et s'est accentué au 2^{ème} trimestre (-0,3%). En outre, plus d'un an après son déclenchement, la crise financière persiste et le système financier paraît devoir être durablement perturbé.

Dans ce contexte, tous les moteurs potentiels de la croissance se sont grippés dès le printemps. C'est particulièrement vrai de la demande intérieure qui a commencé à s'essouffler dès le 1^{er} trimestre 2008 (+0,1 point de contribution à la croissance après +0,5 point au 4^{ème} trimestre 2007) et qui pèse négativement sur la croissance au 2^{ème} trimestre (-0,2 point de PIB).

La faible hausse du pouvoir d'achat ne devrait pas permettre à la demande intérieure de reprendre sa dynamique.

Ce ralentissement du pouvoir d'achat pèse sur la consommation (en recul de -0,1% aux 1^{er} et 2^{ème} trimestre 2008) mais également sur l'investissement des ménages contraint par le durcissement des conditions de crédit (-2,9% au 2^{ème} trimestre après -0,1% au 1^{er} trimestre). La progression moins rapide des prix, observée dès juillet, pourrait venir à la rescousse du pouvoir d'achat.

Si les dépenses d'investissement des entreprises et les exportations ont soutenu l'activité au 1^{er} trimestre 2008, la dégradation du climat des affaires et la fermeté de l'euro n'ont pas permis la poursuite de cette dynamique. L'investissement recule de 0,9% au 2^{ème} trimestre (après +1,3% au 1^{er}) et le commerce extérieur pèse à nouveau négativement sur la croissance au 2^{ème} trimestre (-0,4 point de PIB après +0,2 point de PIB au 1^{er} trimestre).

La consommation, traditionnel moteur de la croissance, continuerait à s'essouffler sur le second semestre 2008 et le commerce extérieur ne devrait pas prendre le relais de la consommation. Les exportateurs français vont continuer à être pénalisés par l'euro fort et par la situation très dégradée de plusieurs de leurs partenaires commerciaux.

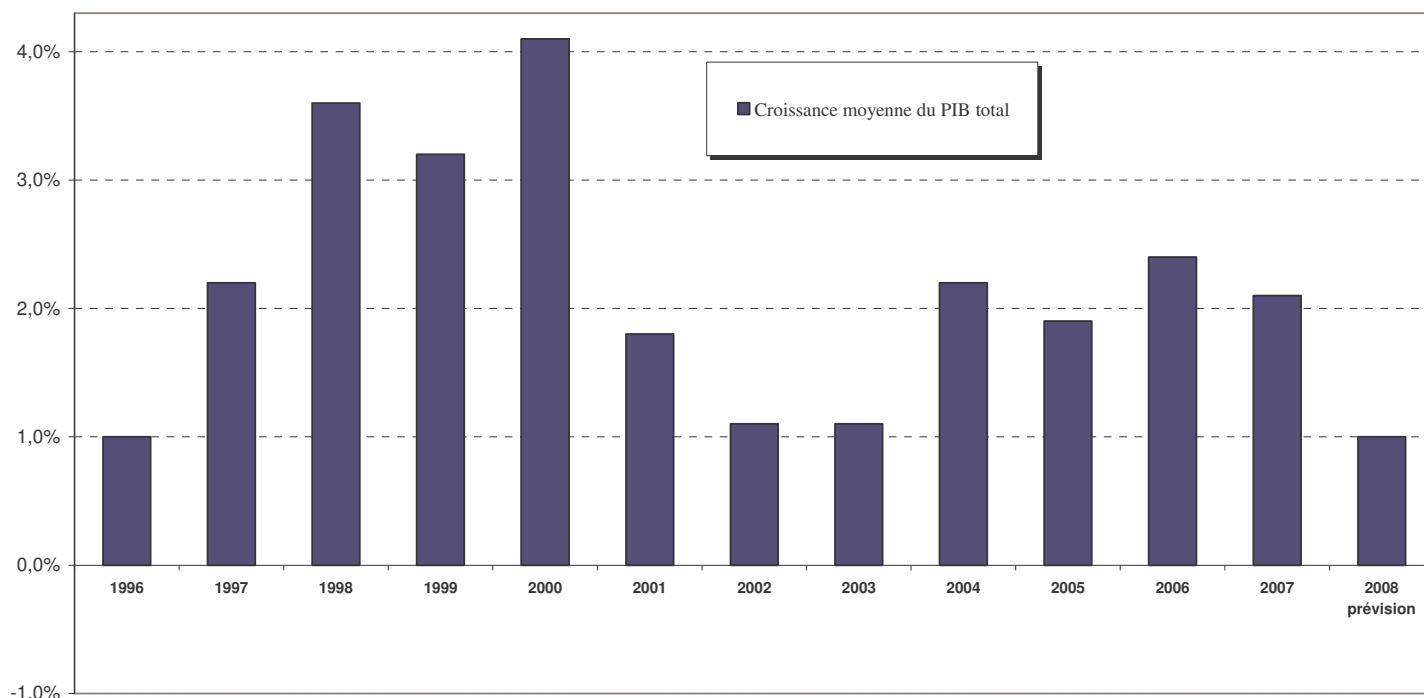
Dans ce contexte, la croissance française devrait s'établir en 2008 à +1,0% en moyenne annuelle (cf. graphique 1).

La hausse des cours du pétrole (les prix ont doublé entre l'été 2007 et l'été 2008) et des prix des matières premières agricoles s'est poursuivie au premier semestre 2008, entraînant une hausse des prix de 3,6% sur un an à fin juin, un sommet depuis 1991. La chute du cours de baril de pétrole ces dernières semaines, qui est passé de 147 dollars à moins de 90 dollars, devrait permettre un

ralentissement de la hausse des prix sur le deuxième semestre. La progression des prix devrait ainsi s'établir autour de 2,8% en 2008 (cf. tableau 1).

Enfin, le salaire moyen pourrait progresser au rythme de 3,3% en moyenne en 2008.

Graphique 1 - Croissance de l'économie française



Source : Insee ; Prévision : Unédic

Emploi affilié et chômage

Après avoir progressé de +0,4% au premier trimestre 2008, l'emploi salarié Unédic enregistre une diminution de 0,2% au cours du deuxième trimestre, soit 35 000 salariés en moins. En un an, de juin 2007 à juin 2008, les effectifs salariés ont augmenté de 220 900 emplois, ce qui porte la progression annuelle à +1,3%. Le nombre de salariés recensés dans les établissements affiliés à l'Assurance chômage s'établit ainsi à 16 742 500 à fin juin 2008

L'emploi dans l'industrie diminue au deuxième trimestre 2008 de 0,4%, soit -14 000 postes. En un an, de juin 2007 à juin 2008, les effectifs de ce secteur affichent une baisse de 1,3%, soit 42 400 postes de travail en moins. La situation dans la construction se caractérise, depuis 1998, par une nette tendance à la hausse après sept années de crise sur la période 1991-1997. Cette tendance haussière se maintient au cours du deuxième trimestre 2008 avec 12 800 postes supplémentaires (+0,8%). Sur un an, de juin 2007 à juin 2008, l'emploi salarié dans la construction affiche une croissance de 3,5%, soit 52 700 emplois supplémentaires. Le secteur tertiaire, qui regroupe à lui seul 70,7% des emplois salariés recensés dans les établissements affiliés à l'Assurance chômage, affiche une baisse de 0,3% au 2^{ème} trimestre 2008, soit -34 000 emplois. Globalement, la croissance du secteur tertiaire atteint 1,8% entre juin 2007 et juin 2008, soit 210 400 créations nettes d'emplois.

En lien avec le fort ralentissement de la croissance de l'économie française attendu cette année, les créations d'emplois devraient être moins nombreuses. Le rythme des embauches devrait ainsi fortement s'infléchir en 2008, avec une création nette annuelle de 43 000 emplois.

Une moindre augmentation de la population active (cf. tableau 2) permettrait néanmoins de limiter la hausse du chômage en 2008. Le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie 1 augmenterait ainsi de 46 000. Si l'on considère l'ensemble des catégories de chômeurs, on observerait une légère baisse de 19 000 demandeurs.

Tableau 1 – Principales évolutions macroéconomiques

	2006	2007	2008 prévision
<i>croissance et emploi</i>			
P.I.B. total <i>Base 2000</i>	2,4%	2,1%	1,0%
Emplois affiliés			
en glissement au 31/12	1,8%	2,2%	0,3%
	290 000	349 000	43 000
en moyenne annuelle	1,6%	2,0%	1,3%
	237 000	320 000	216 000
Durée du travail en moyenne annuelle	-0,1%	0,0%	0,0%
Prix (hors tabac) en glissement au 31/12	1,5%	2,5%	2,8%
Salaires moyens mensuels bruts			
en glissement hors GVT	2,6%	2,6%	3,1%
en moyenne annuelle avec GVT et autres effets*	3,3%	3,2%	3,3%
Masse salariale (en moyenne)	5,0%	5,3%	4,7%
<i>Chômage (en glissement)</i>			
DEFM (cat 1)	-231 000	-195 000	46 000
DEFM (cat 1 et 6)	-251 000	-188 000	29 000
DEFM (cat 1,2,3,6,7,8) + DRE	-372 000	-314 000	-19 000
Chômeurs indemnisés AC	-182 000	-116 000	-5 000

*effet de structure, effets primes, heures supplémentaires, chômage partiel, temps partiel

**Graphique 2 - Evolution comparée de l'emploi affilié et du PIB
(en moyenne annuelle)**



Source et prévision : Unédic

**Tableau 2 - Evolution de la population active, de l'emploi
et du chômage (en glissement annuel)**

	2006	2007	2008 prévision
(1) Population active potentielle	101 000	117 000	74 000
(2) Emploi total	322 000	358 000	53 000
(3) dont emploi affilié	290 000	349 000	43 000
(4) Chômage	-163 000	-229 000	46 000
(5) Population active observée=(2)+(4)	159 000	129 000	99 000
(6) Défaut de bouclage=(5)-(1)	58 000	12 000	25 000

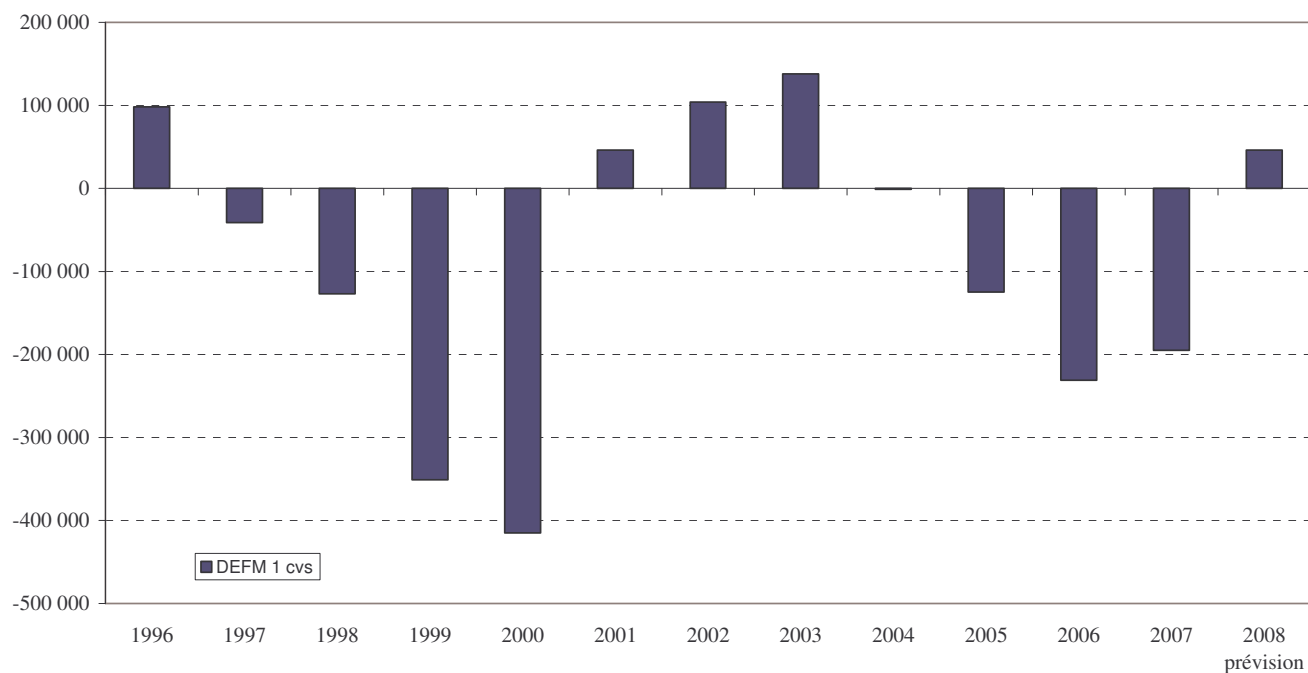
Source et prévision : Unédic

(1) Population active obtenue en tenant compte de la démographie, des taux d'activité et de la politique de l'emploi.

(2) Emploi total = emploi affilié + emploi salarié des secteurs non marchands (hors santé, éducation, association) + emploi non salarié

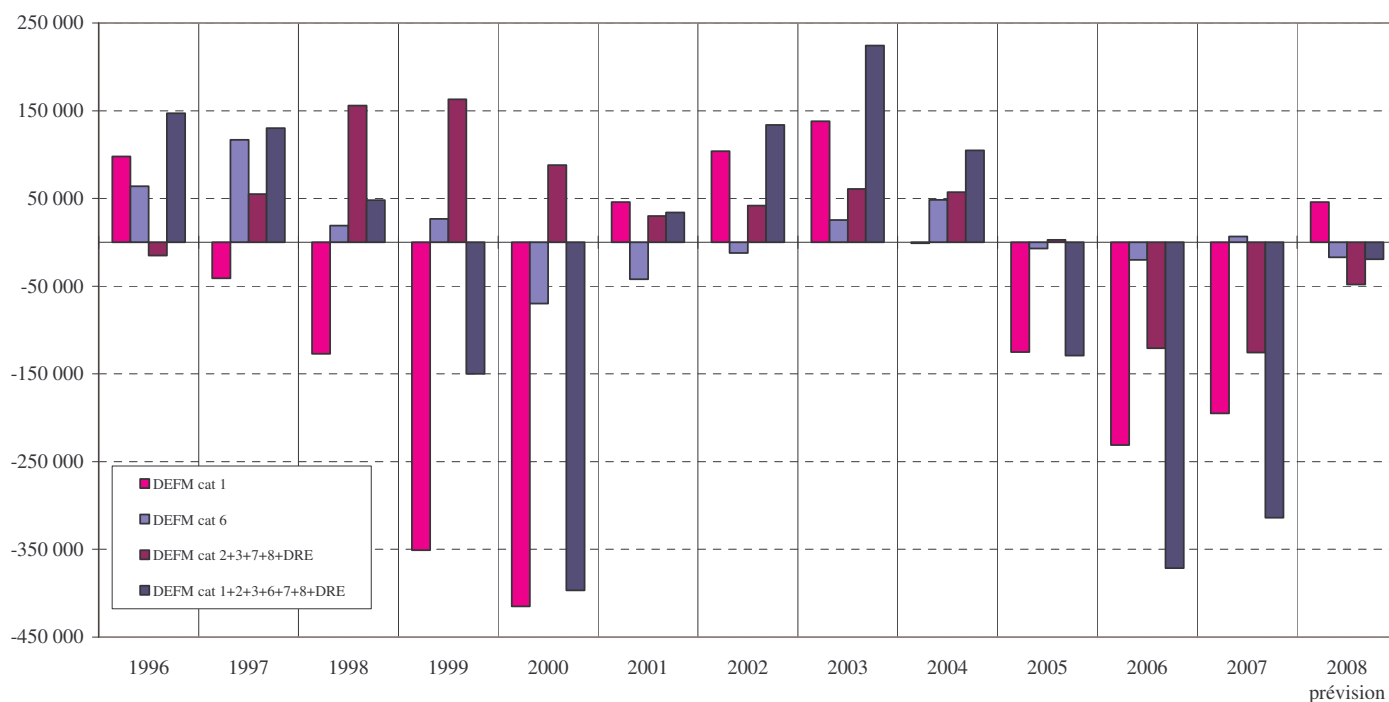
(4) Chômage BIT sur le réalisé (source Insee); DEFM1 sur les prévisions et projections

Graphique 3 - Variation annuelle des DEFM de catégorie 1 (glissement au 31/12)



Source : ANPE-Dares ; Prévision : Unédic

Graphique 4 - Variation annuelle de l'ensemble des DEFM catégories 1, 2, 3, 6, 7, 8 et DRE (glissement au 31/12)



Source : ANPE-Dares-Unédic ; Prévision : Unédic

Résultats financiers de l'Assurance chômage

Sous l'hypothèse d'une croissance du PIB de 1,0% en 2008, le résultat financier de l'Assurance chômage pourrait présenter un excédent de 4,495 milliards d'euros.

La situation financière de l'Assurance chômage serait alors de -5,095 milliards au 31 décembre 2008.

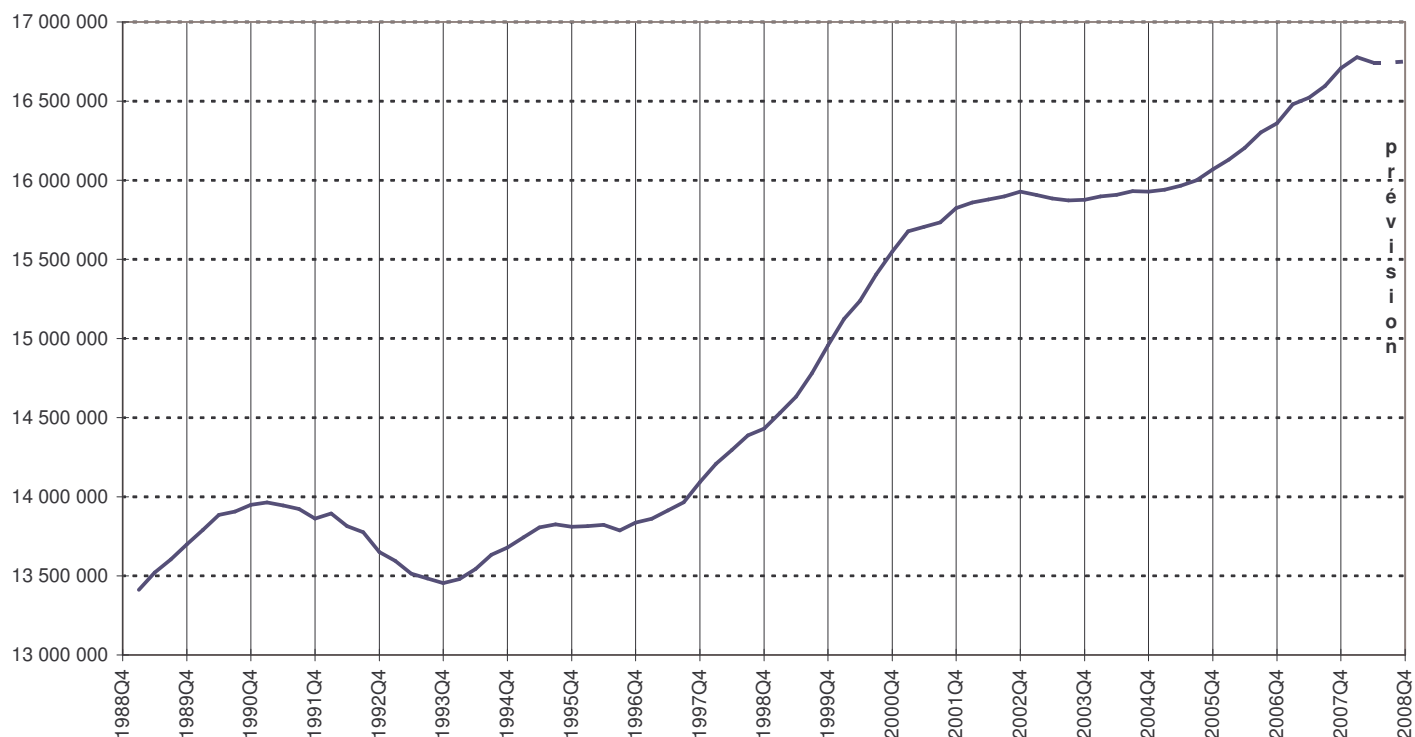
Tableau 3 - Situation financière de l'Assurance chômage

Dépenses	2006 (R)	2007 (R)	2008 (P)
-dépenses techniques	23 825	22 121	21 849
- are-aud-aca	22 390	20 761	20 220
- aref	870	914	957
- crp	438	436	429
- décès	7	5	5
- accompagnement des chômeurs (a1)	21	50	88
- vae (a2)	0	1	18
-are différentielle (a8)	4	21	32
- indus	-770	-742	-695
- gestion ANPE, prestations ANPE, frais de formation	830	676	794
-fonds paritaire d'intervention (arpe)	9	3	1
-aide a la mobilité	27	18	21
-aide dégressive a l'employeur	95	68	65
-contrat de qualification	1	2	2
-contrat de professionnalisation (a4)	0	2	27
-aide création d'entreprise (a10)	92	422	588
-frais de gestion et décaissements sur immobilisations	1 546	1 579	1 608
-caisses de retraite	2 829	2 287	2 316
- dont arpe	1	0	0
-intérêts comptes liaison	0	0	1
-intérêts sur emprunt	416	436	331
-financement as-fne	246	74	30
total dépenses assurance	29 050	27 013	26 839

Recettes	2006 (R)	2007 (R)	2008 (P)
-produits techniques	27 702	28 896	29 800
- contributions	27 236	28 448	29 648
- autres produits techniques	466	448	152
-prélèvement retraite	1 028	983	918
-conventions diverses	291	265	231
-participation entreprise crp	170	203	207
-gestion administrative	204	186	171
-revenus financiers	0	0	8
total recettes assurance	29 394	30 532	31 335

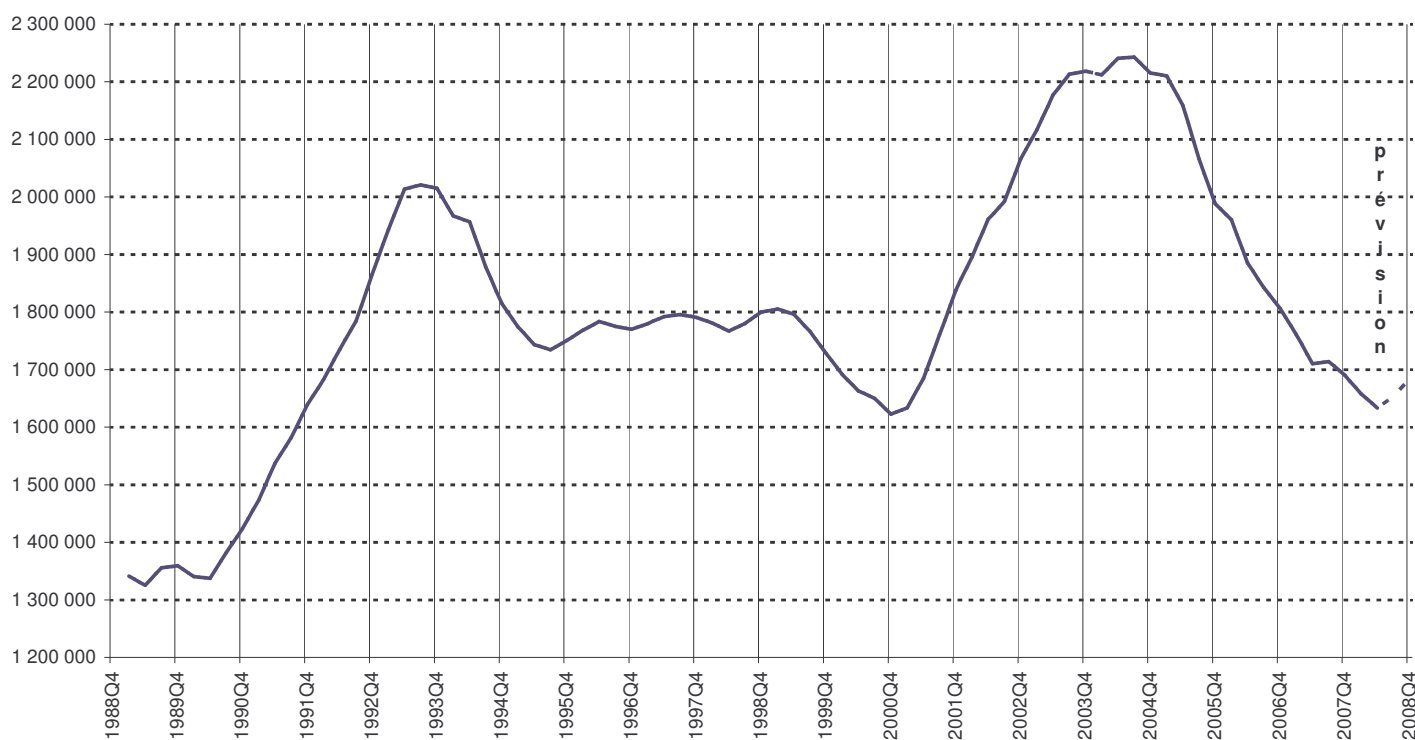
Situation financière	2006 (R)	2007 (R)	2008 (P)
- recettes	29 394	30 532	31 335
- dépenses	29 050	27 013	26 839
- résultat de l'année(r-d)	344	3 519	4 495
- situation financière au 31/12	-13 108	-9 590	-5 095

Graphique 5 - Nombre de salariés affiliés à l'Unédic (cvs)



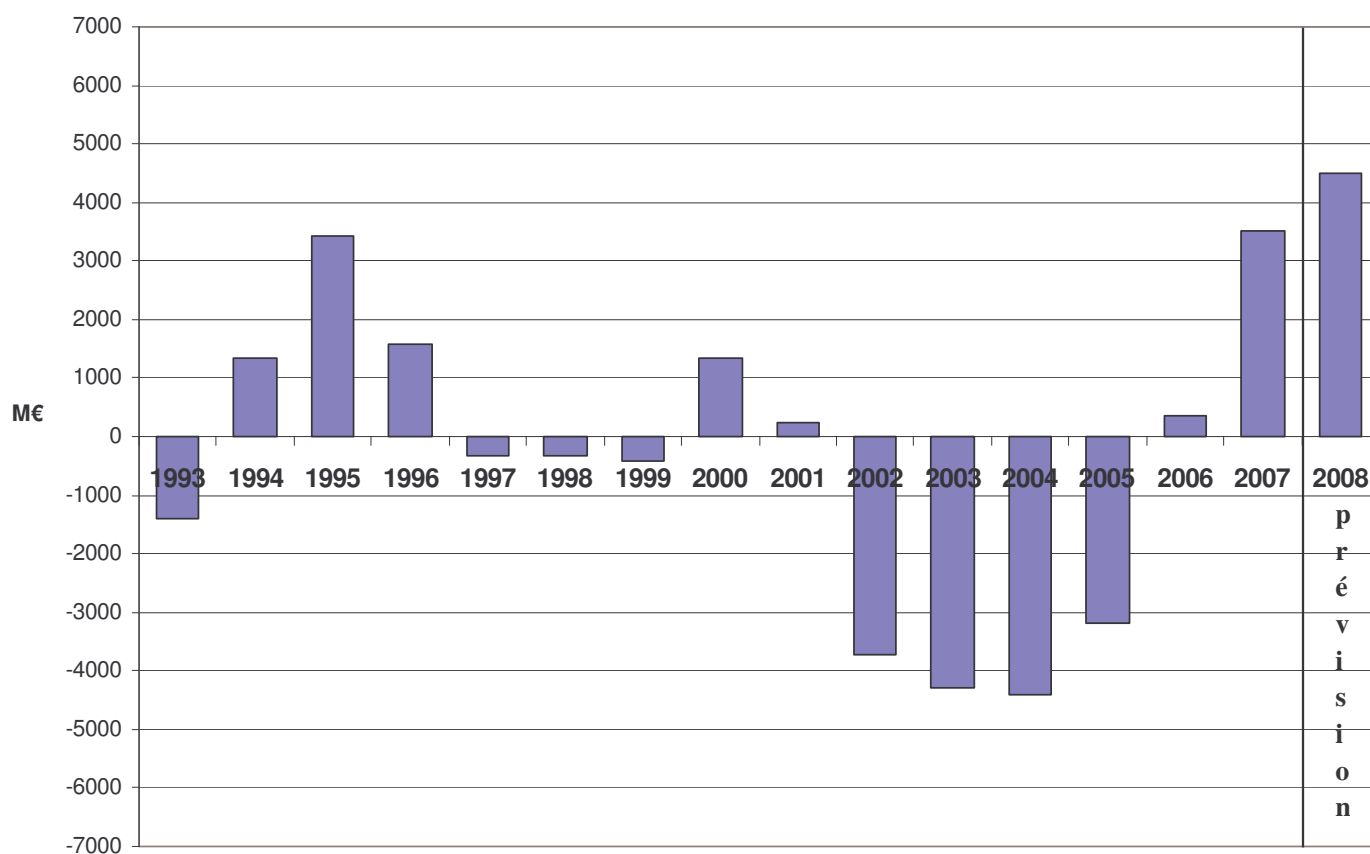
Source et prévision : Unédic

Graphique 6 - Nombre de bénéficiaires en fin de mois de l'Assurance chômage (cvs)



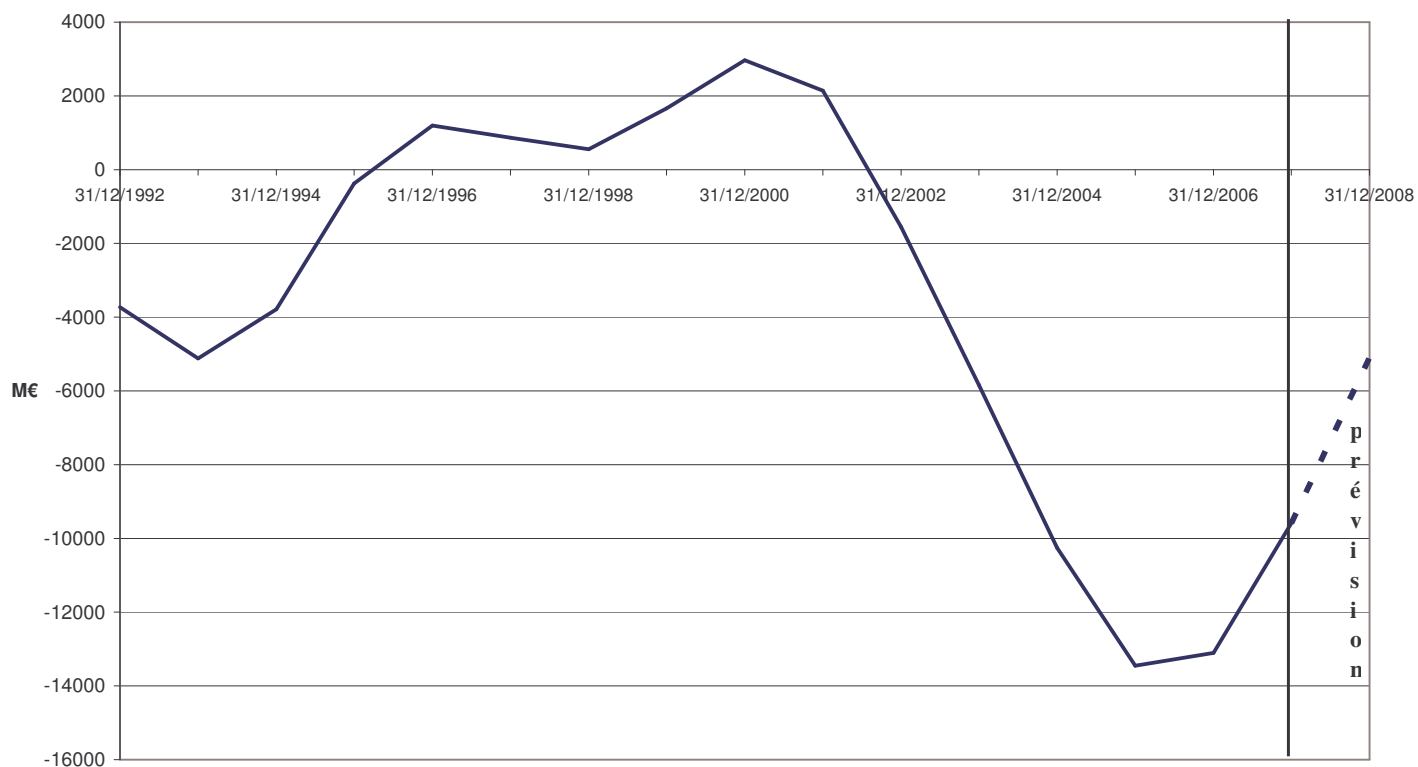
Source et prévision : Unédic

Graphique 7 - Résultats financiers de l'Assurance chômage



Source et prévision : Unédic

Graphique 8 – Situation financière de l'Assurance chômage



Source et prévision : Unédic